



**jti** CERTIFIÉ **BNA**

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com) Prix: 300F cfa

# ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

**BRVM**

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

## INCLUSION FINANCIÈRE ET AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

# Ecobank renforce son engagement envers les femmes avec la nouvelle version du « Ellever »

page 3

MAINTENANT plus grand, plus inclusif et meilleur

### RING THE BELL FOR GENDER EQUALITY



**La BRVM a célébré la journée internationale des droits de la femme**

P.4

### PORT AUTONOME DE LOMÉ



**Les avancées et les ambitions**

P.2

### INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

**Près de 2 000 milliards FCFA investis au Cameroun en 5 ans (Mintp)**

P.6

**FAIS TON CHOIX**

**Voltic**

SEUL D'EAU VOLTIC SEUL D'EAU VOLTIC

8866 www.canalbox.tg

**NE COMPTÉZ PLUS VOS MÉGAS**

**OPTÉZ POUR L'ILLIMITÉ**

**ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA**

**0**

**CANALBOX**

VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

Offre soumise à validation de paiement. Une seule (02) activation est possible par le forfait START.

Port autonome de Lomé

## Les avancées et les ambitions

*Le port s'impose de plus en plus comme un pilier stratégique de développement. Le pays arrive à le moderniser selon les besoins, ce qui améliore donc ses performances. Des avancées sont obtenues, mais des ambitions sont aussi à atteindre pour renforcer son attractivité et sa compétitivité face aux autres ports de la sous-région.*

Yves ATCHANOUVI

Le port autonome de Lomé se trouve en pleine expansion grâce à la construction de nouveaux quais et à l'agrandissement du terminal à conteneurs capable d'accueillir de grands navires porte-conteneurs. L'augmentation des équipements modernes, tels que les grues ultra-performantes et les portiques de dernière génération, permet de réduire le temps d'attente des navires et d'accélérer le traitement des marchandises.

Il ne faut pas oublier la digitalisation des services. L'introduction de solutions numériques dans la gestion

portuaire qui permet de fluidifier les opérations douanières et d'optimiser le suivi des cargaisons en temps réel. Sur le site, la sécurité est renforcée. Le port a renforcé son dispositif de surveillance et de contrôle pour lutter contre les trafics illicites et garantir un environnement sécurisé pour les opérateurs économiques.

Au cours de l'année 2024, le port de Lomé s'est classé parmi les 5 plus grands ports à conteneurs d'Afrique, avec un volume de 1,91 million de conteneurs équivalent vingt pieds (EVP). Depuis 4 ans, la plateforme portuaire se trouve parmi les 100 meilleurs ports à conteneurs du monde selon

le classement de la revue maritime britannique Lloyd's List.

Les près de 2 millions d'EVP manutentionnés en 2023 représentent une hausse de 5 % par rapport à l'année précédente avec 1,8 million d'EVP. En 2023, le port autonome a manutentionné plus de 30 millions de tonnes de marchandises, en légère hausse par rapport aux 29,7 millions de tonnes enregistrées en 2022.

Aussi, les exportations ont évolué de 37,72 %, avec un volume total de 2,28 millions de tonnes de marchandise. Aujourd'hui, Lomé Container Terminal (LCT) est un acteur qui augmente sur la plateforme la capacité annuelle de traitement des marchandises. En mars 2023, il a été mis en service la deuxième phase de LCT, une extension évaluée à 260 milliards de francs CFA. Le port de Lomé a réalisé un



chiffre d'affaires de 40,3 milliards de francs CFA en 2023.

C'est de rendre le port plus compétitif. Cela passe par le projet de chemin de fer envisagé pour relier Lomé à Cinkassé et accélérer le transport des conteneurs vers les pays sahéliens ; la dématérialisation accrue des prestations de services au port.

À cet effet, une plateforme de dématérialisation totale a été lancée en août 2024, avec des fonctionnalités

comme les déclarations et les paiements en ligne, le suivi des expéditions, l'accès aux informations telles que les procédures portuaires, les tarifs, les réglementations...

Le port autonome de Lomé est le seul port naturel en eau profonde de la sous-région. On peut comprendre très facilement pourquoi le gouvernement cherche à le rendre toujours plus accueillant et adapté aux besoins des opérateurs économiques.

Pratiques d'audit des marchés publics

## L'ARCOP forme les représentants des corps de contrôle de l'État

*L'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a lancé ce lundi 24 février 2025 une formation à l'intention des représentants des corps de contrôle de l'État (Cour des comptes, Inspection générale d'État, Inspection générale des finances, Inspection générale du Trésor) et ceux des autorités contractantes (AC) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés publics.*

Patience SALLAH

Ce renforcement de capacité vise à outiller les participants sur les méthodologies d'audit des marchés publics, les risques liés à la préparation et à la mise en œuvre des marchés

publics et à améliorer la gestion et l'archivage des documents liés aux marchés publics au sein des autorités contractantes.

La formation qui s'inscrit dans le cadre de la mission de revue indépendante de la conformité des procédures



de passation des marchés publics passés par les AC et de la qualité des prestations exécutées au titre de l'année 2023 a été dispensée par les experts du cabinet SYNEX qui a mené cet audit.

Elle est répartie en deux sessions : du 24 au 25 février et du 27 au 28 février 2025 et réunit une cinquantaine de participants au siège de

les mécanismes de contrôle et de transparence des marchés publics au Togo et à préparer les autorités contractantes à mieux accueillir les missions d'audits commanditées par l'ARCOP.

EN rappel, l'ARCOP, conformément à l'article 8 du décret n° 2022-063/PR du 11 mai 2022, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique, est tenu à la fin de chaque exercice budgétaire de recruter un cabinet indépendant pour vérifier et apprécier le respect par les autorités contractantes, des procédures de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics passés au cours de l'année N-1.

l'ARCOP.

En ouvrant cette formation, le Directeur général pi de l'ARCOP, Monsieur Aftar Touré MOROU a précisé qu'elle contribue à renforcer

# ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan  
derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

### Rédacteurs

Keziah KPATIDE  
Patience SALLAH  
Yves ATCHANOUVI  
Kodji GATOR JOE

### Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

### Graphiste

Stan AZIATO  
91 77 02 74

### Imprimerie

ECO & FINANCES  
Tirage: 3000

Inclusion financière et autonomisation économique des femmes

# Ecobank renforce son engagement envers les femmes avec la nouvelle version du « Ellever »

*Le groupe Ecobank a lancé ce vendredi 07 mars 2025, en présence de Rose Kayi Mivedor, ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, représentant le Premier ministre togolais, une nouvelle version de son programme phare, baptisé « Ellever ». Destiné à soutenir les femmes entrepreneures, les femmes salariées et celles occupant des rôles de leadership, cette initiative vise à élargir l'accès au financement et à l'accompagnement pour les femmes, en mettant en lumière leur potentiel économique et leur contribution à la société.*

désormais les suivants :

- Un meilleur accès aux financements, notamment avec des prêts non garantis d'un montant maximum de 50 000 USD
- Des taux d'intérêt compétitifs et des conditions de garantie avantageuses
- L'intégration de clientes ayant un historique de deux ans au lieu des trois ans habituellement requis dans le secteur bancaire
- Un accompagnement pour trouver de nouveaux clients et accéder à de nouveaux marchés à travers l'Afrique grâce à notre plateforme innovante de mise en relation en ligne 'MonEspaceCommerce'
- Des formations, des webinaires de partage de connaissances et d'autres initiatives pour améliorer les compétences en gestion d'entreprise et en leadership
- Des services personnalisés de gestion de patrimoine
- Un guichet unique pour les assurances
- Un programme de fidélité offrant des réductions exclusives dans certains magasins et centres de loisirs.

Anissatou AFFO

« Ellever » a été initialement conçu pour répondre aux besoins des entreprises, y compris les PME et les grandes entreprises locales. Cependant, la version améliorée du programme s'étend désormais pour inclure un plus large éventail de femmes, notamment celles qui occupent des positions salariales et de leadership, tout en encourageant l'émergence de jeunes entrepreneurs au sein de leurs communautés. Laurinda Amevor chargé du portefeuille de la banque commerciale, des processus et de la gouvernance : « Les portes de Ellever sont ouvertes à toutes les femmes. Nous voulons changer l'image des femmes. Nous voulons élever les femmes. Nous voulons que les femmes partent d'une position A à une position Z. Toutes les couches sociales sont concernées. Venez à Ecobank, ouvrez un compte bancaire



Ecobank et le tour est joué ».

Le programme « Ellever » a été conçu pour cibler les entreprises qui répondent à certains critères, tels que : être détenues à 50 % par des femmes ou avoir été fondées par elles, comporter au moins 20 % de femmes au sein du conseil d'administration, ou employer entre 30 à 50 % de femmes. De plus, le programme met également l'accent sur les entreprises spécialisées dans la production de biens destinés aux

femmes.

Une des grandes nouveautés de cette version est l'introduction d'un programme de mentorat renforcé ainsi qu'un accompagnement via un centre de formation. Même si les montants exacts n'ont pas encore été révélés, Ecobank a promis que l'accès au financement sera grandement facilité. Les femmes disposant des documents appropriés pourront bénéficier d'un financement allant jusqu'à 50 000 dollars,

sans exigence de garantie. « Nous comptons toucher toutes les classes sociales pour changer ce niveau de financement non atteint ou non satisfaisant pour les femmes au sein de l'Afrique. Aujourd'hui, si nous avons toutes les documentations nous pouvons financer les activités des femmes jusqu'à 50 000 dollars sans garantie », a expliqué Amevor.

Avec ce programme, Ecobank réaffirme son engagement en faveur de l'inclusion financière des femmes et de leur autonomisation économique. Cette initiative s'inscrit dans une volonté plus large de favoriser l'égalité des chances et de soutenir le leadership féminin au Togo. Grâce à Ellever, Ecobank entend transformer durablement la place des femmes dans le monde des affaires et stimuler la croissance économique du continent.

Les avantages d'Ellever sont

JIDF 2025

## Le ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale en communion avec les femmes commerçantes de Lomé et le personnel féminin du ministère

*C'est ce vendredi 07 mars 2025 que le ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale a célébré l'édition 2025 de la journée internationale des droits des femmes. Une célébration par anticipation marquée par un atelier d'information et de sensibilisation à l'endroit des femmes commerçantes de Lomé dans les locaux du Ministère.*

L'atelier a été ouvert par le ministre délégué, auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale. Celui-ci a rappelé le contexte de la célébration de cette journée et l'engagement du gouvernement togolais à faire avancer les conditions de la femme et de la jeune fille togolaises, avant d'inviter les femmes à s'inscrire dans cette logique du gouvernement. Selon lui Le thème national

de cette édition de la JIF, « accès des femmes aux documents d'identité pour une meilleure participation au développement », est révélateur de cet engagement. Pour mieux contextualiser ce thème, le ministère a décliné deux sous thèmes à savoir « l'importance des documents d'identité pour l'accès aux opportunités économiques et aux dispositifs d'accompagnement des femmes » et « les procédures

d'obtention des différents documents d'identité ». Ces sous thèmes ont été développés par des experts du ministère et de la direction générale de la documentation nationale. Ainsi, dans une première séquence d'échanges le premier intervenant, M. EZIN Sédjom Kodjo, a souligné l'importance des documents d'identité, la nécessité et les avantages qu'ils procurent à leurs détenteurs. Il s'agit entre autres de l'accès à leurs droits



sociaux et économiques, surtout dans un contexte où le gouvernement ne cesse de multiplier des initiatives en faveur de l'émancipation de la femme togolaise. La deuxième communication qui porte sur les procédures d'obtention des documents d'identité a été co-animée par la commissaire de police BAWINADAMA Kémehalo et M. KOLANI Minlibe,

tous deux de la direction générale de la documentation nationale. Ils ont expliqué aux participants, le processus de demande en ligne et rappeler les différentes pièces à fournir pour l'obtention de la carte d'identité et du passeport togolais. Les débats qui ont suivis ont permis aux participants de partager leurs inquiétudes aux communicateurs.

Ring the Bell for Gender Equality

## La BRVM a célébré la journée internationale des droits de la femme

*A l'instar des autres places boursières à travers le monde, la Journée Internationale des Droits de la Femme, a été célébré le vendredi 07 mars 2025, par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) sous le concept « Ring the Bell for Gender Equality ».*

**Patience SALLAH**

Placée sous le thème : « Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation », la BRVM pour le compte de cette édition, a été honorée de la participation effective de Maître Florence LOAN-MESSAN, première femme Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Côte d'Ivoire et de plusieurs femmes chefs d'entreprises, entrepreneures et dirigeantes notamment dans le secteur financier sous-régional.

Souhaitant la bienvenue à ses illustres invitées, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE,

Directeur Général de la BRVM, a réaffirmé l'engagement de son Institution à contribuer à la promotion de l'égalité du genre.

Il a rappelé les défis qui sont ceux de l'Afrique pour une meilleure prise en compte des femmes dans la sphère économique et sociale par une inclusion plus forte et une autonomisation plus grande. Il a souligné que l'éducation, en général, et l'éducation financière, en particulier, conditions sine qua non pour l'atteinte des objectifs d'égalité, doivent être l'affaire de tous, s'adapter aux réalités socioculturelles de nos pays

et prendre en compte de plus en plus la dimension du droit.

Quant à l'invitée spéciale, Maître Florence LOAN-MESSAN, Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Côte d'Ivoire, elle a fait un diagnostic sans appel de la situation des droits des femmes en Côte d'Ivoire et en Afrique. Tout en soulignant les améliorations significatives apportées au cours de ces dernières années à l'arsenal juridique, elle a déploré les freins persistants notamment en matière culturelle. Elle a lancé un appel pressant à l'action qui doit s'appuyer sur la solidarité entre les femmes, l'accompagnement des hommes et l'engagement sans faille de tous.

Au cours de cette cérémonie, un panel a été organisé sur le thème : « L'inclusion financière des femmes



comme épargnantes et entrepreneures : un puissant levier développement économique ». Il a vu la participation de Madame Dominique DIAGOU-EHILE, Directrice Générale Adjointe du Groupe NSIA, pôle Assurances, Madame Kadiatou DIALLO, Directrice Gestion de Patrimoine à Ecobank, Madame Yénita BAMBA, Directrice Générale de FIN'Elle et de Madame Leticia N'CHO-TRAORE, Présidente Directrice Générale du Groupe Addict qui en a été la modératrice. Ces expertes de haut vol ont

abordé le sujet sous l'angle de leur secteur d'activité tout en soulignant la nécessité d'une meilleure communication pour faire connaître leurs produits et services auprès des femmes. Le panel a également relevé la nécessité d'innover pour offrir des produits plus adaptés aux femmes accompagnée d'une éducation financière d'ensemble.

Tous les participants ont souligné, à la fin, l'impérieuse nécessité d'une coordination des actions et surtout leur inscription dans la durée.

Lancement du Livre Blanc 2024

## L'AGET Présente des Solutions Innovantes pour Renforcer l'Économie Togolaise

*L'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) a officiellement lancé ce vendredi 07 mars 2025, la cinquième édition de son Livre Blanc, un document essentiel qui analyse l'économie togolaise et propose des solutions innovantes pour sa compétitivité.*

**Anissatou AFFO**

Cet événement, qui s'est tenu dans un contexte mondial en mutation rapide, a mis en avant les trois piliers fondamentaux que sont l'innovation, l'investissement et les politiques publiques. Selon Jonas Daou, président de l'AGET, ces éléments sont cruciaux pour redéfinir le développement économique du pays. « Nous avons choisi comme thème spécial cette année l'innovation, l'investissement et la politique publique, car ces trois éléments sont essentiels pour réinventer notre développement et notre force économique », a-t-il déclaré.

Fruit d'une collaboration entre le secteur public et privé, le Livre Blanc 2024 propose un ensemble de solutions concrètes. Il analyse 22 secteurs clés de l'économie togolaise et émet 181 recommandations



organisées autour de quatre axes stratégiques : la modernisation des infrastructures, l'inclusion sociale, la compétitivité des entreprises, et le renforcement de l'attractivité du Togo.

Parmi les principaux défis abordés, le rapport s'intéresse notamment au foncier et aux coûts de l'énergie, des problématiques récurrentes qui impactent la croissance des entreprises. À cet égard, le Livre Blanc suggère plusieurs réformes fiscales destinées à améliorer le climat des affaires et à encourager les investissements étrangers. Un des points d'innovation les plus marquants de cette

édition est l'introduction d'un chapitre consacré à l'intelligence économique. Selon Jonas Daou, l'objectif est de faire du Togo un "État stratège" capable de renforcer sa position sous-régionale en

optimisant l'utilisation de ses atouts nationaux. Cette vision promeut une approche proactive qui pourrait transformer le Togo en un hub économique incontournable en Afrique de l'Ouest.

Le lancement final a été marqué par les interventions de plusieurs personnalités politiques, dont la ministre du Commerce, Rose Kayi Mivedor, qui a salué cette initiative. Elle a souligné

son rôle crucial dans la construction d'une économie dynamique. « Je tiens à saluer cette belle initiative qui est aujourd'hui devenue une tradition qui témoigne de la vitalité du dialogue public-

privé et de l'engagement constant du secteur privé de continuer à jouer, aux côtés des pouvoirs publics, un rôle déterminant dans la construction d'une économie dynamique, résiliente et compétitive dans notre pays », a-t-elle indiqué.

Avec la publication du Livre Blanc 2024, l'AGET aspire à insuffler un nouvel élan à l'économie togolaise, tout en encourageant une collaboration fructueuse entre le secteur privé et l'État. Ce document constitue un appel à l'action pour tous les acteurs économiques, appelés à contribuer activement à la transformation et à la modernisation du Togo.

Rappelons que, regroupant 89 membres, l'AGET représente un chiffre d'affaires de 1456,42 milliards FCFA. Ses membres couvrent divers secteurs stratégiques, tels que les banques, le BTP et l'énergie, contribuant ainsi de manière significative à la croissance économique du pays.

# BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 7 mars 2025

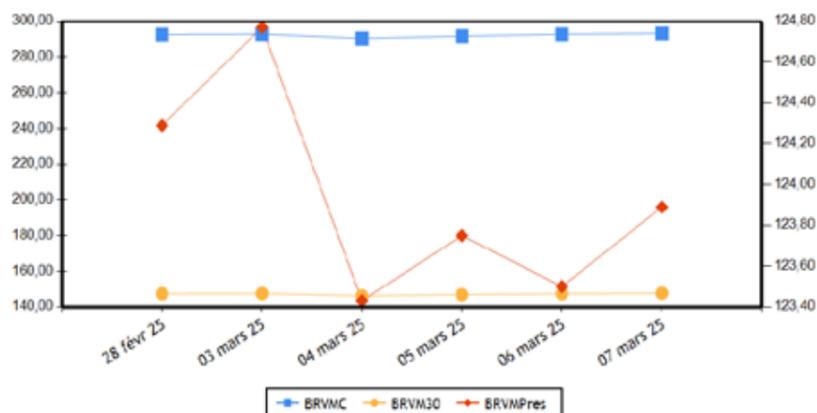
N° 47

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>293,14</b>
Variation Jour	0,17 %
Variation annuelle	6,20 %

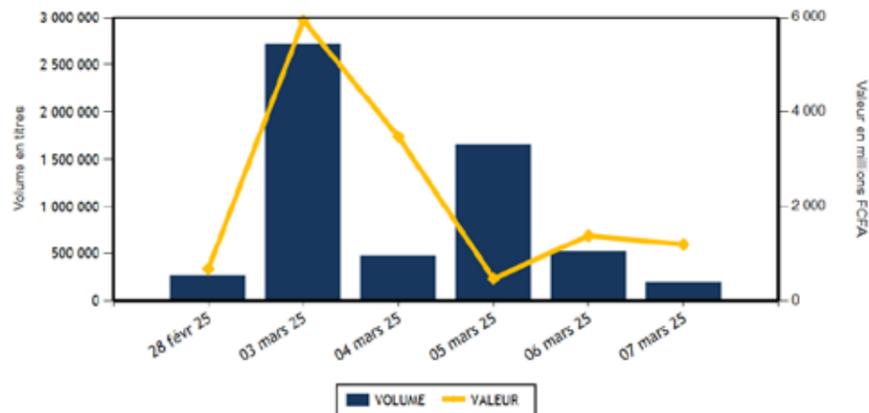
<b>BRVM 30</b>	<b>147,63</b>
Variation Jour	0,20 %
Variation annuelle	6,41 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>123,89</b>
Variation Jour	0,32 %
Variation annuelle	7,88 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 994 646 880 320	0,17 %
Volume échangé (Actions & Droits)	193 108	-63,09 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 194 854 748	-13,37 %
Nombre de titres transigés	44	-2,22 %
Nombre de titres en hausse	17	13,33 %
Nombre de titres en baisse	15	0,00 %
Nombre de titres inchangés	12	-20,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 580 477 299 059	0,02 %
Volume échangé	229	-60,59 %
Valeur transigée (FCFA)	1 956 307	-66,09 %
Nombre de titres transigés	4	33,33 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	8 170	7,50 %	-5,06 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 950	7,47 %	59,46 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 005	5,24 %	14,20 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 625	5,00 %	14,38 %
SITAB CI (STBC)	9 550	4,95 %	30,82 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	6 475	-7,43 %	0,00 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	15	-6,25 %	-6,25 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 900	-4,76 %	12,62 %
BERNABE CI (BNBC)	1 075	-2,27 %	0,94 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	10 150	-0,98 %	2,68 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	123,89	0,32 %	7,88 %	51 332	857 926 840	10,87
BRVM-PRINCIPAL	37	151,68	0,21 %	9,83 %	141 776	336 927 908	11,94

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	136,68	1,79 %	16,46 %	29 141	111 178 210	18,80
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	780,43	0,17 %	2,15 %	40 909	777 227 750	11,23
BRVM - FINANCES	15	110,13	-0,21 %	8,24 %	79 337	183 160 308	7,58
BRVM - TRANSPORT	2	330,96	-3,14 %	0,72 %	4 235	5 702 510	4,17
BRVM - AGRICULTURE	5	219,18	-0,02 %	11,22 %	14 688	57 710 445	15,22
BRVM - DISTRIBUTION	7	399,65	0,50 %	19,20 %	17 170	24 955 710	23,74
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	690,01	1,62 %	6,24 %	7 628	34 919 815	23,23

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	101,77	0,16 %	1,77 %	33 526	736 234 495	11,20
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	100,72	0,54 %	0,72 %	16 867	41 830 460	23,26
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	108,23	-0,21 %	8,23 %	79 337	183 160 308	7,58
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	115,84	0,73 %	15,84 %	21 401	125 456 600	19,22
BRVM - INDUSTRIELS	7	114,13	0,28 %	14,13 %	20 389	40 774 045	8,03
BRVM - ENERGIE	4	123,72	1,68 %	23,72 %	14 205	26 405 585	20,67
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	113,51	0,50 %	13,51 %	7 383	40 993 255	12,07

Infrastructures routières

## Près de 2 000 milliards FCFA investis au Cameroun en 5 ans (Mintp)

*(Investir au Cameroun) – Au cours des cinq dernières années, le Cameroun a consacré 1 957,11 milliards de FCFA plus précisément) pour l'aménagement et la réhabilitation de ses infrastructures routières. Le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, a dévoilé cette information dans un communiqué publié le 4 mars 2025, à l'occasion des travaux de la 9e session du Comité national de pilotage des programmes routiers intégrateurs, du Projet de facilitation des transports et de transit en zone Cemac et du Projet de transport multimodal, qu'il a présidé à Yaoundé.*

Les investissements réalisés sont le fruit d'une coopération active avec des institutions financières internationales que sont notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale, la Banque islamique de développement (BID), l'Agence japonaise de coopération Internationale (JICA), l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne (UE) et la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC). Grâce à ces partenariats, a souligné, le membre du gouvernement, « plusieurs projets et programmes sont en cours ou en voie de démarrage

», en particulier dans les régions du Nord-Ouest et de l'Extrême-Nord.

Dans la région en crise du Nord-Ouest, Emmanuel Nganou Djoumessi indique que des travaux sont par exemple en cours sur la section de la route Matazem-Welcome to Bamenda longue de 18 km et la voie de contournement de la ville de Bamenda (4,93 km). Un accent particulier est également mis sur l'amélioration des routes communales bitumées, avec 30 km de routes déjà réalisées sur la route Babadjou-Bamenda (52 km) reliant les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest. Par ailleurs, des travaux sont en cours pour la construction des

sections Kumbo-Nkambe-Misaje, incluant la voie de contournement de Nkambe.

Emmanuel Nganou Djoumessi a précisé qu'un dispositif sécuritaire a été mis en place pour garantir la bonne marche de ces projets dans cette région en proie à une crise sociopolitique depuis fin 2016, qui a perturbé la réalisation de certaines infrastructures routières.

Dans l'Extrême-Nord, la réhabilitation est engagée sur les sections Maroua-Moutourwa (36 km), Magada-Guidiguis (68,30 km) et Guidiguis-Yagoua (68,70 km). D'autres travaux concernent la route Bogo-Guirvidig (32,86 km), ainsi que les voiries de Bogo (5 km) et Maroua (6,2



km), la route Guirvidig-Pouss (30,86 km) ainsi que les voiries de Maga (2 km) et Guirvidig (2 km). De plus, la reconstruction de la route Mora-Tchakamari (22 km) est en cours. Le ministre a également annoncé que les travaux de reconstruction des routes Tchakamari-Dabanga-Kousseri et Ngaoundéré-Garoua débiteront « avant la fin du premier semestre 2025 ».

Au total, « environ 500 km de route sont en cours de construction à l'Extrême-Nord. Dans six ou sept

mois, le paysage routier de cette partie du pays va véritablement changer », a affirmé Emmanuel Nganou Djoumessi dans une interview publiée le 6 mars par le quotidien national bilingue Cameroon Tribune. Selon les données du ministère des Travaux publics, l'Extrême-Nord dispose d'environ 22 000 km de routes, mais dont les sections nationales représentent moins de 600 km, le reste étant constitué de routes régionales et communales.

Sénégal

## Le FMI soutient les autorités mais pas d'assistance financière dans l'immédiat

*(Agence Ecofin) - La dette cachée porte un profil de remboursements qui n'est pas public. Jusqu'en 2028, le gouvernement sénégalais devra rembourser l'équivalent de 4,13 milliards de dollars de dette.*

Le Fonds monétaire international (FMI) dit travailler « 24 heures sur 24 » avec les autorités sénégalaises, pour traiter les questions liées à la sous-estimation de la dette publique entre 2019 et 2023, comme l'a révélé récemment un rapport de la Cour des comptes. Dans une réponse envoyée par email, Julie Kozack, directrice de la communication de l'institution, a fait savoir que conformément à leurs règles de fonctionnement, aucun

décassement financier n'est à attendre « tant que ces discussions ne seront pas finalisées ».

Après la découverte de ces irrégularités comptables, le gouvernement du Premier ministre Ousmane Sonko (photo) a choisi de ne pas participer à la deuxième revue d'un programme en cours de 1,8 milliard de dollars avec le FMI, entraînant la suspension des décaissements associés. Les autorités sénégalaises

espèrent toutefois conclure un nouvel accord avec le FMI d'ici juin 2025. Des responsables du FMI ont indiqué que tous les efforts sont déployés pour parvenir à un résultat dans des délais raisonnables, sans toutefois avancer de date précise. Parallèlement, on apprend que des discussions avec la Banque mondiale sont en cours pour un financement de 300 millions de dollars. A ce jour, le Sénégal n'a pas été signalé en défaut de paiement sur ses obligations internationales. Cependant, la pression sur les capacités du gouvernement à honorer ses engagements devrait rester forte au cours des deux prochaines années.

Le rapport de la Cour des comptes a révélé une dette non déclarée de 2500 milliards FCFA (4,13 milliards de dollars) envers les banques locales, et certaines sources indiquent que des reprofilages de cette dette sont en cours. Cette démarche diffère d'une restructuration forcée, qui serait interprétée comme un défaut de paiement.

Dans le projet initial de Loi de finances pour 2025, le gouvernement prévoyait des dépenses de l'ordre de 2932 milliards FCFA pour le remboursement de sa dette. Mais, il était anticipé que le rapport de la Cour des comptes pourrait augmenter ces prévisions pour 2025 et

2026.

Les options pour le Sénégal sont limitées sans un nouvel appui du FMI et des institutions de Bretton Woods. Néanmoins, la situation du pays sur les marchés internationaux n'est pas entièrement défavorable. La valeur de son euro-obligation de 1 milliard de dollars, arrivant à échéance le 13 mars 2028, a reculé de 6% depuis le début de l'année et se négocie désormais à 87,18%. Cette baisse s'est accentuée avec la dégradation de la note souveraine. Cependant, cette sanction des marchés est perçue comme moins lourde que prévu. Sa valeur actuelle est de 28,5% supérieure, comparativement à son niveau le plus bas atteint le 15 juin 2022 (76,2%).

Région des Savanes

## Faure Gnassingbé offre des vivres à la communauté musulmane

(TOGODAILYNEWS) - En cette période du jeûne de ramadan, le Chef de l'Etat, témoigne de son attention particulière à l'endroit de la communauté musulmane du pays en leur offrant un important lot de vivres.

Ainsi le 07 mars dernier, un important lot de vivres a été remis par le gouverneur de la région des Savanes, Affoh Atcha-Dédji, à la communauté musulmane de Dapaong de la part du Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé.

C'était en présence du général Yark Damehane, ministre des Ressources halieutiques et de la Transhumance, des préfets, des maires de la région et responsables religieux musulmans, dont l'imam Ousmane Douiti de la grande mosquée de Dapaong.



« L'importance de ce geste du président de la République vise à permettre aux fidèles musulmans d'observer le mois béni

de Ramadan dans de meilleures conditions » a déclaré Affoh Atcha-Dédji, gouverneur de la région des Savanes.

prier pour la paix dans la région et pour la vie du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé.

L'imam de la mosquée centrale de Dapaong, El Hadj Douiti a au nom des bénéficiaires, exprimé sa gratitude envers Faure Gnassingbé, rappelant que ce geste de solidarité est désormais une tradition bien ancrée.

Cet important lot d'une valeur de 40 000 000 francs CFA, est composé de 450 sacs de riz, 90 cartons de sucre, 280 sacs de sucre, 300 cartons huile végétal de 4 bidons de 5 litres et 240 cartons de lait Peak.

Par ailleurs le gouverneur de la région des Savanes a exhorté les bénéficiaires à

Promotion de l'autonomisation des femmes

## La fondation Kloto Missahöhe lance deux projets innovants

Kpalimé, 8 mars (ATOP) - La Fondation Kloto Missahöhe a lancé, le vendredi 7 mars à Kpalimé, deux projets innovants en faveur des femmes de la préfecture.

Cette initiative des députés, sénateurs et certains cadres de cette préfecture et de la Fondation Kloto Missahöhe est intervenu en prélude aux manifestations de la journée internationale des droits de la femme. Elle vise à permettre aux femmes et filles de Kloto de disposer de documents d'identité, dont l'absence entrave leur accès au crédit, à l'emploi et à d'autres opportunités. Il s'agit aussi de promouvoir l'autonomisation des femmes et filles de la localité.

Le premier projet, va permettre l'organisation des audiences foraines pour l'établissement des jugements supplétifs en faveur d'au moins 100 femmes du secteur informel avec l'appui du ministère de en charge de la Promotion de la Femme.

Le second est un projet « Pilote de revolving fund solidaire d'autonomisation des femmes ». A travers ce projet, trois femmes

seront accompagnées pour devenir grossistes dans les secteurs des pagnes, sacs et chaussures. Les députés, les sénateurs et la fondation constitueront une caution

dépôts à crédit auprès de ces trois femmes bénéficiaires qui se chargeront à leur tour de desservir d'autres femmes de la préfecture. Les stocks seront renouvelés après chaque remboursement. Outre le lancement, les femmes ont suivi une communication sur l'entrepreneuriat des femmes présentée par Mme Assiomé



généralités de la création, la gestion d'entreprise et le civisme fiscal. Elle a rappelé les procédures, et le choix de la

femmes de participer au développement national, il faut leur donner les mêmes droits que les hommes. Il a exprimé sa reconnaissance aux cadres du milieu pour les efforts qu'ils consentent pour que les femmes de Kloto sentent les bénéfices de la journée de 8 mars.

La députée Sabine Grüner a salué l'engagement des femmes de Kloto, partenaires de la FKM dans leurs diverses initiatives économiques à travers leurs groupes solidaires d'épargne et de crédit. Elle se dit compter sur elles pour annoncer ces actions et mobiliser d'autres femmes, précisant qu'en soutenant les femmes et filles de Kloto, en investissant dans leur autonomisation, ils construisent des communautés plus justes, plus prospères pour l'avenir de la préfecture.

Le président de la FKM, Emile Aféléte Atigaku a assisté à la cérémonie.

Le préfet de Kloto, Assan Koku Bertin a souligné que pour permettre aux



financière auprès d'autres partenaires qui vont faire des

Missihu, membre de la FKM. Elle a insisté sur les

**NOUVEAU  
50CL**

**MÊME  
SAVEUR**

**650\*  
FCFA**

**LA BOUTEILLE**

**50CL**

Harmonies



**EKU**  
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

\*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL

